



OFFRE DE MANDAT DE COOPÉRATION VOLONTAIRE

CONSEILLER.ÈRE JURIDIQUE VOLONTAIRE

BURKINA FASO

Avocats sans frontières Canada (ASFC) est à la recherche d'une personne engagée, dynamique et ouverte qui veut contribuer à faire de l'accès à la justice un moyen de changement pour faire avancer les droits humains dans le monde.

Lieu de travail : Ville à définir (Burkina Faso)

Date d'entrée en fonction : Octobre 2025

Langue de travail : Français

■ Résumé du poste:

Le/la conseiller(ère) juridique agit comme référence en matière de renforcement du travail des partenaires d'ASF Canada sur le terrain en matière de litige stratégique, d'aide juridique et d'assistance judiciaire en cas de violations de droits humains. La personne recherchée collabore à la mise en œuvre des activités de coopération internationale en fournissant un soutien juridique et méthodologique, se concentrant sur le litige stratégique, l'aide juridique et l'assistance judiciaire. Elle coordonne les analyses et recherches sur des dossiers emblématiques, conçoit des outils pour documenter les pratiques de litige stratégique, d'aide juridique et d'assistance judiciaire, assure la qualité juridique des prestations et participe à la rédaction de documents pertinents, tout en contribuant à la formation et aux activités de communication et de plaidoyer public.

CONTACTEZ-NOUS DÈS MAINTENANT :

RECRUTEMENT.PCV@ASFCANADA.CA

■ Principales responsabilités

- Appuyer les partenaires d'ASF Canada, organisations de la société civile (OSC) et avocat.e.s impliqués dans les dossiers de litige stratégique ;
- Participer à l'organisation et la mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités des OSC accompagnant les victimes impliquées dans les dossiers de litige stratégique ou d'aide juridique et d'assistance judiciaire ;
- Effectuer des recherches juridiques, la veille judiciaire et le suivi des procédures dans les thématiques et dossiers de litiges préalablement identifiés par le responsable de la thématique services juridiques et lutte contre l'impunité ;
- Appuyer les OSC dans le développement de stratégies juridiques, judiciaires et de plaidoyer des dossiers sélectionnés ;
- Élaborer et appuyer la mise en œuvre des outils méthodologiques visant à appuyer le travail des OSC accompagnant les victimes impliquées dans ces dossiers ;
- Dresser et mettre à jour un tableau d'information et de suivi des dossiers contenus dans la base de données ;

Et, de manière générale, effectue toute autre tâches connexe utile ou nécessaire à la demande de l'organisation

■ Profil recherché

Exigences

- Formation universitaire en droit;
- Maîtrise du français parlé et écrit;
- Connaissances en matière de droit pénal international et/ou de droits humains, et/ou de justice de genre et violence sexuelle et/ou de santé et droits sexuels et reproductifs;
- Intérêt pour la promotion et la défense des droits humains et pour le renforcement des acteurs de la société civile;
- Aptitudes pour la rédaction et la recherche juridique;
- Capacité à intégrer rapidement les concepts de droit interne pour les harmoniser avec les connaissances en droit international;
- Capacité à s'adapter à des situations et conditions de travail parfois difficiles (mesures de sécurité restrictives, ressources limitées, difficultés logistiques, travailler sous pression etc.);
- Forte motivation associative, sens de la solidarité internationale, adhésion aux valeurs d'ASF et des organisations membres du consortium;
- Capacité à travailler en équipe, en contexte multidisciplinaire et dans un environnement multiculturel, entregent, intelligence interpersonnelle, esprit d'initiative et débrouillardise;
- Capacité à s'intégrer à des dynamiques de travail variées;
- Disponibilité pour voyager à l'intérieur du pays dans le cadre du mandat, si les conditions sanitaires et sécuritaires le permettent ;
- Compétences informatiques de base (Word, Excel, Outlook);
- Respect absolu de la confidentialité de l'information traitée au sein du projet.

Atouts

- Maîtrise ou doctorat en droit;
- Expérience préalable dans des fonctions similaires;
- Expérience en gestion de projet et connaissance de la gestion axée sur les résultats;
- Expérience de travail dans un pays d'Afrique de l'Ouest;
- Connaissances du contexte social, économique et juridique du pays ou d'autres pays en développement ou en situation post-conflit;
- Connaissance du fonctionnement de la commission et de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples et des mécanismes de protection des droits humains de l'Union africaine et au niveau international;
- Connaissance du cadre juridique entourant les droits des femmes et les droits sexuels et reproductifs en Afrique (protocole de Maputo, etc.);

- Expérience dans le recours aux mécanismes régionaux (Commission Africaine, Cour Africaine, etc.) et internationaux (procédures spéciales et organes de traités de l'ONU) de protection des droits humains;
- Expérience dans le renforcement des associations d'aide aux femmes victimes de violences ou en matière d'accès à la justice des femmes victimes de VBG.

■ Notre organisation

ASFC est une organisation non gouvernementale de coopération internationale dont la mission est de contribuer à la mise en œuvre des droits humains des personnes en situation de vulnérabilité, par le renforcement de l'accès à la justice et à la représentation juridique. Fondée en 2002, ASFC compte sur plus de 140 personnes à travers le monde qui mettent leurs talents au service du respect de la dignité humaine.

Les bénéficiaires ultimes de nos actions sont notamment des femmes victimes de violences basées sur le genre, des enfants exploités, des communautés autochtones marginalisées, des minorités sexuelles discriminées et d'autres victimes de violations des droits humains.

■ Sécurité et mesures sanitaires

La sécurité des volontaires et des autres collaborateur.trices est au cœur des préoccupations des membres du consortium. Des mesures et protocoles de sécurité sont appliqués pour le personnel local, les expatrié.e.s, les volontaires et le personnel en mission court terme.

Les candidat.e.s sélectionné.e.s sont formé.e.s en matière de sécurité et doivent s'engager à respecter les mesures et protocoles, dont les politiques institutionnelles. Les activités n'étant entreprises que s'il existe des garanties suffisantes et que les conditions s'y prêtent, ASFC et ses partenaires du consortium, le cas échéant, peuvent reporter ou annuler le déploiement de volontaires sélectionné.e.s, notamment pour des motifs liés à la sécurité ou à la situation sanitaire.

■ Conditions du mandat

- Tous les frais liés à l'affectation (nourriture, logement, assurance, billets d'avion) sont couverts par le programme. La personne coopérante volontaire reçoit ainsi des allocations de subsistance pour la durée du mandat.
- Le mandat est non accompagné.
- Les volontaires doivent participer à des séances de formation pré-départ pour se préparer au mandat de coopération volontaire.

■ Conditions d'admissibilité

- Être couvert.e par le régime d'assurance santé de sa province / état ou par un régime privé ;
- Être disponible pour la formation pré-départ.

■ Pour manifester votre intérêt

Faites-nous parvenir une lettre expliquant vos motivations pour le poste, votre curriculum vitae et une recherche juridique effectuée à l'adresse recrutement.pcv@asfcanda.ca, et ce, en prenant soin d'inscrire en objet : **«Burkina Faso - Conseiller.ère juridique volontaire – PLURIELLES – LS&AJAJ»**

Date limite pour postuler: **1^{er} septembre 2025 à 23h59. Les personnes intéressées sont invitées à postuler dès que possible.**

Nous remercions tous les candidat(e)s de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour la pré-entrevue téléphonique seront contactées.

